L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MERCREDI MATIN, 3 JUIN 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 3 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, à son entrepot, No 38 de la rue Royale. Meubles, ustensiles de cuisine, linge et divers articles.

Par O. Valeton, par ordre du consul d'Italie, la barque Maria Mercede, ses agrès et apparaux, telle qu'elle se trouve maintenant à son mouillage au poteau No 16, en face de la rue des Ursulines.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, aux Nos 62 et 64 de la rue de la Douane—bottes et souliers.

Par Peter Hogan, Marks & Co. au No 33 de la rue de Chartres,—marchandises sèches, et "notions."

Vente à l'encan de revenus de marché.—La vente des revenus du nouveau marché de la rue Seconde, pour cinq ans, aux enchères publiques, par MM. Nash et Hodgson, encanteurs, samedi prochain est digne d'appeler l'attention des capitalistes et d'autres. Voyez l'annonce.

SPECTACLES.

Mercredi, 3 Juin.
HALLE GRUNEWALD.—Grand Concert.

La réaction contre le nègre.

La réaction que nous avons signalée dans l'opinion publique au Nord, contre l'émancipation nègre, continue sa marche. Depuis dire que le vote par le Sénat du bill des droits civils a provoqué une explosion d'opposition dans le camp républicain lui-même et quantité de journaux de ce parti ont saisi cette occasion pour exprimer des opinions tout à fait défavorables à la continuation de la domination nègre dans les Etats du Snd. Ces journaux trouvent non seulement que la nation a assez fait pour ceux qu'elle a émancipés, qu'elle a transformés en citoyens, qu'elle a comblés de protection et de privilèges et qu'elle a traités en véritables enfants gatés, mais encore qu'il est temps d'exiger quelque chose de ces pupilles dont les prétentions sont devenues gênantes et l'immixtion dans les affaires publiques dangereuse.

Le Congrès a déjà voté un bill qui exige que les jurés dans les Cours des Etats-Unis sachent lire et écrire l'anglais, ce qui exclut d'emblée les dix neuf vingtièmes des affranchis. C'est là une condition très sage et il a fallu la passion politique et l'esprit de parti qui ont inspiré toutes les mesures de la majorité à la suite de la guerre pour que cette condition de savoir lire et écrire n'ait pas été imposée aux nouveaux citoyens, non seulement pour le service du juri mais encore pour l'exercice des droits politiques qui leur étaient conférés.

On suggère que cette condition soit exigée de tous les électeurs dans les Etats du Snd, comme elle l'est dans le Massachusetts. C'est très bien pour les Etats où la population blanche a regagné l'ascendant, comme la Virginie, la Georgie et le Texas.

Mais là où l'élément noir domine absolument comme dans la Caroline du Snd on ne peut espérer que cet élément s'éliminera lui-même par une législation de ce genre, et le remède ne peut venir que de la source qui a été l'auteur du mal, c'est à dire du Congrès, lorsque la majorité y sera rendue au parti qui est resté fidèle à la Constitution des Etats-Unis.

En Louisiane, avant de songer à établir des restrictions au suffrage nègre, il nous faut travailler à le combattre et à le vaincre tel qu'il est; armé de la puissance du nombre, appuyé sur une législation faite exclusivement à son profit et soutenu par des pratiques frauduleuses que les autorités exécutives et judiciaires ne sont que trop disposées à encourager.

La tâche est ardue, mais nous sommes encouragé à la poursuivre par la certitude du succès final, car il n'y a guère à se tromper sur des symptômes qui se manifestent dans toutes les parties de l'Union. Le règne de la vénalité et de la corruption basée sur l'ignorance ne saurait être de longue durée. En voyant ce que le régime nègre, établi par la reconstruction, a fait des Etats du Snd jadis si riches et si prospères, les américains commencent à rougir de ce résultat et à s'inquiéter des conséquences que peut avoir pour le pays tout entier la continuation d'un pareil état de choses.

Nous n'avons donc qu'à maintenir notre terrain et à poursuivre avec persévérance une lutte dans laquelle nous avons eu contre nous toute l'influence du gouvernement central et tout l'avantage matériel résultant de notre isolement, mais dans la combinaison de laquelle nous serons soutenus par le sentiment général de la nation et par la confiance d'un appui efficace dans un délai rapproché.

Une comédie mal jouée.

Le bail de la maison d'Etat.

La comédie jouée par M. Kellogg dans l'affaire de la location de l'Hôtel St-Louis, comme maison d'Etat, est tellement transparente que personne ne pourra s'y tromper.

Les gens naïfs croyaient que la décision du juge Hawkins—un fin compère de M. Kellogg celui-là — allait mettre fin à la spéculation de l'Hôtel St-Louis, et ils plaignaient déjà les pauvres diables de propriétaires du voisinage qui, suivant le mouvement, avaient fait des frais pour transformer leurs immeubles en cafés. Ils connaissaient bien peu la clique, elle a déroulé hier son jeu dans une correspondance entre M. Benham, président de l'association qui a acheté l'Hôtel St-Louis et l'illustre Kellogg. Voici cette curieuse correspondance.

Nouvelle-Orléans, 1er juin 1874.

A Phon. W. P. Kellogg, etc.

Monsieur,—Au mois de mars dernier, Phondrake, C. Antoine, lieutenant gouverneur, et l'honorable C. W. Lowell, président, deux des commissaires désignés par la loi No. 59 de 1874, pour louer une bâtisse pour l'Etat, et louer des emplacements d'Etat, et louer du N. O. Building Association, pour une période d'années, la bâtisse connue sous le nom d'Hôtel St-Louis, comme maison d'Etat, dans le district de l'Ouest, cependant, a depuis déclaré la section de la loi dont il s'agit invalide et le bail nul. Croyant qu'il est de l'intérêt de l'Etat, dans cette bâtisse pour maison d'Etat, l'Association, ayant dépensé une grosse somme d'argent dans le but d'arranger la bâtisse pour la convenance des officiers d'Etat, nous vous prions respectueusement de fixer les conditions auxquelles vous et les autres membres du bureau, seriez disposés à louer la bâtisse susdite, l'objet indiqué.

Respectueusement,
GEO. C. BENHAM,
Président du N. O. Building Association.

A Phon. Geo. C. Benham, président etc.

Monsieur:—J'ai reçu votre communication du 1er mai, portant date etc.

En réponse, je dirai que dans le bill des allocations générales de 1874, la somme de $3,000 dollars a été allouée dans le but de louer une bâtisse convenable pour l'accommodation des officiers d'Etat et que le gouverneur, le lieutenant gouverneur et l'orateur ont été autorisés à louer la dite bâtisse. Dans mon opinion, le pouvoir de ce bureau ainsi constitué, était limité à la location d'une bâtisse convenable pour les officiers d'Etat, pour l'année courante, c'est-à-dire 1874, pour laquelle l'allocation de $38.000 a été faite. Je suis disposé à m'unir aux autres membres du Bureau pour louer la bâtisse du l'Hôtel St-Louis, pour l'accommodation des officiers d'Etat, pour le reste de la présente année, au taux prescrit dans l'allocation précitée, savoir; $38,000, MOINS la moitié dépensé depuis le 1er janvier 1874 pour le loyer des bureaux actuellement occupés par les officiers d'Etat jusqu'au moment où ils les quitteront, laissant les législatures à décider la continuation de la location de la bâtisse après la présente année, ou de l'acquisition de la dite bâtisse à des conditions les plus justes et économiques.

Cette offre, avec le concours des autres membres de la commission, est faite à la condition que les travaux de l'Hôtel St. Louis seront poussés jusqu'à ce que la bâtisse soit suffisamment transformée pour loger tous les officiers de l'Etat qui sont maintenant éparpillés dans différentes parties de la ville, dans des logements désagréables et peu commodes.

Si vous vous décidez à louer la bâtisse à l'Etat à ces conditions, j'espère que vous voudrez bien m'en accuser réception et que vous mettrez la bâtisse au service de l'Etat aussitôt que possible.

Respectueusement,
W. P. KELLOGG.

On comprend que M. Benham ne se l'est pas fait dire deux fois. C'était, d'ailleurs, chose entendue depuis longtemps et le *Times* et le *Picayune* annoncent, en publiant les deux lettres, que le bail est signé et que, dans quelques jours, la prise de possession aura lieu.

Il avait été déjà dit, avant les procédures intentées par M. Field, que le bail était réduit à $38,000 par an. M. Kellogg vient de trouver le moyen de le fixer à $32,000 pour six mois et demi. En effet, au lieu de proposer de déduire du chiffre de $38,000 le prorata pour les cinq mois et demi du 1er. janvier au 15 juin, ce qui eût laissé un loyer de $20,666 environ pour la fin de l'année, M. Kellogg offre de payer la somme de $38,000, moins les sommes déjà dépensées pour les divers bureaux. Or, ces sommes s'élèvent à un peu plus de $12,000 par an, d'après le rapport de l'auditeur; mettons $6000 pour cinq mois et demi.

L'Etat paiera donc pour le loyer de l'hôtel St-Louis du 15 juin au 31 décembre la somme de $32,000, ce qui ferait plus de $55,090 par an. On avouera que c'est là une singulière économie.

D'un autre côté, une fois la maison d'Etat bien installée dans l'Hôtel St-Louis, on comprend que la Législature aura facilement la main forcée pour acheter la bâtisse de l'Association au prix qu'il plaira aux intéressés de fixer.

La spéculation, dans sa conception primitive, était tellement monstrueuse, qu'on a dû y renoncer, mais l'affaire modifiée comme elle l'est, laissera encore une belle marge de bénéfices à M. Benham et à ses associés. Au lieu de $12,000 de loyers l'Etat en paiera $38,000 pour l'année 1874, et on lui fera payer l'Hôtel St-Louis probablement le double du prix auquel la banque des Citoyens l'a vendu.

HOMICIDE A ABBEVILLE.—Une dépêche particulière annonce que P. Fontelieu, ex-membre de la législature, a reçu dimanche soir, une blessure d'arme à feu dans une querelle avec le shérif Shaw à Abbeville. On croyait qu'il en mourrait. Nous n'avons pas d'autres détails.

CONCERT D'ÉTÉ.—La popularité de ces concerts va croissant. Tout le monde sait gré à M. Grunewald de les avoir organisés et d'avoir ainsi procuré aux amateurs de musique une aussi agréable distraction pendant la saison des chaleurs. Nous n'avons maintenant rien à envier à New-York. Les rafraichissements se prennent dans la salle même, sur de petites tables placées devant les consommateurs, qui peuvent de cette manière écouter la musique des grands maîtres tout en savourant à l'aise une crême ou un sorbet.

Voici le programme du septième concert qui a lieu ce soir :

Grande marche d'inauguration...R. Meyer.
Ouverture de Fra Diavolo.....Auber.
Air de Vespri.....Verdi
Valse "Dorf Schwalben".....Strauss.
Ouverture de Stradella.....Flotow.
Cavatine de Lucie.....Donizetti.
Variations sur Bonnie Nuit.....Kucken.
Mlle E. C. Fairex.
Potpourri de Zampa.....Herold
Wayside Flowers, valse.....
Minna Polka, Valse.....

Il y aura samedi, 6 juin, à midi, à la demande générale, une grande matinée extra.

STEAMER PELAYO.—Ce magnifique steamer, un des plus beaux qui soient jamais venus à la Nouvelle-Orléans, partira pour Liverpool dimanche prochain, à six heures du matin. C'est le pionnier de la ligne qui doit faire un service régulier entre la Nouvelle-Orléans et le Havre. Les voyageurs se rendant en Europe ne sauraient prendre un meilleur navire commandé par de plus habiles officiers. Il reste, encore quelques cabines dont le consignataire, M. F. Ingate, 14 Union, peut disposer.

GRAND RABAIS.—Nous signalons une grande réduction de prix au magasin de M. B. Sembre, sur les chemises et articles de lingerie pour messieurs, articles pour dames, tels que corsets français, vraies guipures, ganterie, mercerie, articles de bains de mer, hamacs, voitures d'enfants, etc., etc.

Une visite à ce magasin, situé au coin des rues Royale et St. Louis, convaincra les acheteurs de la modicité de ses prix.

BILLET GAGNANT.—M. Alcide Beauregard, rue Bienville No. 160, certifie, ainsi qu'on le verra dans une notice insérée, plus loin et signée de lui, qu'ayant acheté pour 25 cents au bureau de J. J. Libano, rue Royale 85, le quart du billet de combinaison 51, 59, 69, de la classe 129 de la loterie de la Louisiane, qui a gagné le prix capital de $6,000 au grand tirage de lundi, 1er juin 1874, le montant de la dite portion lui a été payé immédiatement et sur présentation au bureau de la compagnie.

Au *Cincinnati Beer Saloon*, No 32 rue Royale, les liqueurs sont toutes de choix et de qualité supérieure. Quant au *lager*, nous dirons simplement aux consommateurs: Allez et goutez. Après cette dégustation d'épreuve, ils deviendront les habitués de la maison.

LES VUES DE ROCHEFORT.

Le Chicago *Times* du 30 mai publie en français une élucidation de la situation politique en France, par le *grand communiste lui-même*. Les derniers mots sont écrits en anglais et appartiennent au journal de Chicago. Voici cette *élucidation* :

On m'a demandé si le pouvoir que M. MacMahon paraît vouloir s'attribuer pour sept ans nous semble menaçant pour la république. J'ignore, quant à moi, quels peuvent être les projets du président actuel, qui a un pied dans le camp Orléaniste, un autre dans le camp Bonapartiste, et qui regrette sans doute de n'avoir pas un troisième pied pour le risquer dans le camp légitimiste. Mais ce qui nous rassure, nous autres républicains, c'est de voir surgir tous les jours un homme nouveau pour nous dépouiller de cette république que nous avons faite. Il n'y aura jamais, selon moi, assez de prétendants en France. Les despotes d'autrefois impatiemment volontiers la maxime "diviser pour régner." Elle s'est retournée aujourd'hui contre eux, et ce sont les républicains qui règnent par leurs divisions et leurs déchirements intestins.

Mac-Mahon, nommé par la droite, est à cette heure attaqué par la droite. Dans cette bataille parlementaire, où il s'est montré juste aussi habile que dans les autres, il a déjà perdu son bras droit, son bras gauche, devrai-je dire, dans la personne du duc de Broglie, le reste du corps est pris dans l'engrenage, et je ne crois pas nécessaire d'avoir la vue particulièrement longue pour prédire qu'avant trois mois Mac-Mahon pourra s'écrier comme Ney à Waterloo; "Venez voir comment tombe un maréchal de France."

Mais c'est avec les hommes descendus jusqu'au fond des partis prétendus républicains qu'il faut compter. Ils ne sont pas nombreux, il est vrai, mais ils sont actifs, déterminés, sûrs d'y remonter; et après les légitimistes, les orléanistes et les bonapartistes, nous aurons les septennalistes, en attendant qu'un quatrième aspirant vienne se mêler à ce quadrille.

Notre rôle peut donc se borner momentanément à regarder s'agiter ces étonnants bons-hommes, qui croient sincèrement que la nation française a été créée pour leur usage personnel. Laissons-les se démasquer entre eux, et se reprocher l'un à l'autre leur infaillibilité ou leurs crimes. Le peuple qui assiste à ces scènes de dissension est heureusement son profit, et ce qui en résultera inévitablement c'est la ruine morale et matérielle de ces princes impériaux et royaux, de qui on ne peut même pas dire qu'ils n'ont rien publié, puisqu'ils n'ont jamais rien signé.

S'il y a un monde sur chose plus ridicule que la République sans républicains, c'est la monarchie sans monarque.

HENRI ROCHEFORT.

—Sur le boulevard :

—Comme notre confrère A..... se tient vaillant. On dirait qu'il est bossu.

—Il veut faire croire qu'il a de l'esprit.

Ce qui approche le plus qu'une grande importance est attachée à cet article qu'on appelle une prime ! On suppose généralement que tout le monde peut les faire, puisque tout le monde peut les prendre. Mais voyez le laboratoire du Dr J. C. Ayer et vous serez désabusé de cette idée. Ce n'est pas, en effet, une bagatelle que de faire un remède et l'adapter au besoin de millions d'hommes, et de les guérir de leurs maux, de manière à ce que les malades revenus à la santé soient des clients constants dans toutes les zones. Les médecins trouvent qu'il faut de l'habileté pour réaliser les desirs.

Demandez leur si ce n'est pas un problème ardu que d'ajouter une pilule purgative aux nécessités d'innombrables malades, afin d'en faire profiter presque tous. Le laboratoire du Dr Ayer fournit 20,000 doses de ces pilules par jour ou 10 millions par an. Que pensez-vous de cet Escalape? Le tête d'un homme qui doit administrer des remèdes à tant de souffrances peut bien blanchir et surtout quand, comme cela est évident ici, tout est fait avec la propreté la plus grande et le soin le plus délicat.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Chambre de Commerce.

La Chambre de commerce, dans sa réunion mensuelle, lundi dernier, s'est occupée de plusieurs questions d'un intérêt général.

M. Bayley, au nom du comité des chemins de fer, a présenté, dans son rapport, l'histoire de la fameuse compagnie de Chattanooga. Créée par une loi de l'Alabama du 24 novembre 1866, avec un capital fictif de 25 millions de dollars, cette compagnie se fit reconnaître par la Législature de la Louisiane en 1868. Depuis, elle changea de nom et obtint diverses allocations, dont le résumé est que l'Etat de la Louisiane a payé $4,245,000 pour le chemin de fer d'ici à Donaldsonville qui a 67 milles de long; or l'allocation ne devait être que de $12,500 par mille ce qui eût fait $837,500 au lieu de $4,245,000. Le rapport dit qu'il serait à désirer que le chemin fût vendu et qu'une autre compagnie fût formée pour le continuer jusqu'au Texas.

Sur la motion de M. Kennard, le comité a été chargé de faire une enquête sur le chemin de fer du Nord de la Louisiane, dans lequel sont ou ont été intéressés MM. Ludeling et Ray.

Il résulte d'un rapport lu par M. Higby que le major Howell espère avoir, dans quelques jours, 20 pieds d'eau sur la barre, et qu'une réunion de capitalistes se propose de construire le canal du fort St-Philippe pour $7,500,000 payables après l'achèvement des travaux.

Divers mémoires relatifs aux levées sont référés à un comité spécial composé de MM. Hero, Woodward et Burwell, et le colonel Sandidge est nommé délégué de la Chambre de Commerce à Washington, dans le but d'obtenir l'aide du gouvernement, pour la reconstruction des levées.

A la suite de longues explications personnelles de M. Oglesby, se terminant par une demande d'enquête sur sa conduite au sujet de certaines accusations, la Chambre a adopté une résolution dans la quelle elle déclare que sa confiance en son président n'est pas ébranlée et qu'elle ne croit pas une enquête nécessaire.

Cour de Circuit des Etats-Unis.

Les prisonniers de la parole : Grant.

L'examen des témoins de la défense continue.

Le révérend Jacob Johnson, couleur, identifie une lettre de Ward, appelant les nègres à se rendre aux urnes, et à voter à ce qu'il reconnaisse cette lettre, qu'il dit être supposée, mais, le juge Woods, par ex-abondiuare, donne tort à l'avocat de district, qui paraît assez surpris.

Henry Boyce, à qui la lettre est montrée, reconnaît également l'écriture de Ward, et déclare qu'il a vu ce document accuser entre les mains de Jacob Johnson, qui lui en avait donné communication.

M. Beckwith persiste à douter de la véracité des deux témoins, mais le juge, lancé dans une bonne voie, ne tient pas compte de ses objections et laisse comprendre qu'il commence à trouver l'avocat de district fatigant.

Il y a mis du temps, franchement, mais, enfin, mieux vaut tard que jamais!

M. B. F. Stewart déclare que la veille du combat de Colfax, il a encore vu Pitchbank,—l'un des accusés,—à Alexandrie, et ils sont partis ensemble le lendemain matin pour se rendre dans la paroisse Grant, où ils ne sont arrivés que le 15 avril.

A trois milles de Colfax, ils ont entendu des coups de fusil qui indiquaient que l'on se battait non loin de l'endroit où ils se trouvaient.

Le témoin s'est arrêté et M. Cruishank a continué seul sa route, se rendant à Colfax et revenant après trois quarts d'heure d'absence, accompagné de Pinckney Chambers.

M. Beckwith fait subir un long interrogatoire à M. Stewart sur sa vie privée, sur ses habitudes, etc.

L'avocat de district paraît décidé à faire rire la galerie aux dépens du témoin, mais M. Stewart donne à entendre au facétieux homme de loi, qu'il n'aime pas la plaisanterie, et M. Beckwith juge prudent de se taire.

M. Whitaker pose quelques questions au colonel-marshal DeKlyne, et désire savoir pourquoi des candidats Lemoner n'ont pas été lancés, comme il l'avait demandé, pour faire comparaître en cour les témoins cités par la défense.

DeKlyne répliqua que l'député-marshal chargé de remplir cette formalité a été subitement pris de maladie et qu'il n'est pas là pour répondre.

M. Whitaker déclare que c'est là une bien mauvaise excuse, et qu'il est persuadé que les mandats d'amener n'ont jamais été lancés. Il prévient la cour qu'il demandera une investigation plus tard.

Mary Denson, une femme de couleur, a vu les nègres faisant l'exercice à Colfax. Elle a reconnu aussi des robes appartenant à Mme Rutland, portées par des nègresses.

Emeline Morse, une autre femme de couleur, et sa fille âgée de quatorze ans, racontent toutes deux le sac de la maison du juge Rutland.

Les voleurs nègres obéissaient à Elie Flowers, Caleb Sadler et Baptiste Elsey qui se trouvaient avec eux.

M. Beckwith hoche la tête d'un air de doute, et déclare qu'il n'est pas croyable qu'un honorable représentant à la Chambre basse de la Législature du Mechanics Institute, comme l'était Flowers, ait pu soudoyer au profit de nègres pour la vol.

On assure, cependant, à M. Beckwith, que le fait est vrai, mais, il ne paraît pas convaincu.

Un nègre Africain, du nom de Jones Smith, donne à la cour et aux juré une haute idée du courage du sieur Ward, chef des émeutiers de Colfax,

Il raconte que ce personnage, s'appelé tous les nègres aux armes, et s'en nomma lui du Ranger, le Général commé lachement son poste, après avoir allumé le brandon de la guerre civile, pour s'enfuir, laissant ses complices, trompés par lui, exposés à de terribles représailles.

Plusieurs témoins, blancs et noirs, sont encore appelés à témoigner, mais leurs dépositions n'ont d'autre importance que de prouver qu'il y avait conspiration de la part des nègres pour chasser les blancs de la paroisse Grant.

La cour s'ajourne à ce matin.

UNE FACHEUSE MÉPRISE.

Un citoyen pris pour Bertin.

Depuis que la police a acquis la certitude que Pierre Bertin était à la Nouvelle-Orléans ou dans les environs, elle a fait plusieurs tentatives pour s'emparer de ce dangereux bandit, mais elle a toujours échoué jusqu'à présent, et le fameux voleur en rupture de ban continue à respirer l'air pur de la liberté.

Avant hier soir, entre onze heures et minuit, M. L. Payseé, propriétaire du café du Commerce, Bourbon et Toulouse, passait tranquillement par rue St-Pierre en longeant la place Congo, lorsque six hommes armés ont surgi tout à coup de l'ombre et lui ont crié de s'arrêter à la poupgnée, donnèrent tous les renseignements nécessaires au sujets du calcul des charges et des conditions.

(Signé) H. DENEGRE, Président.
(Signé) THOS. I. DIX, Secrétaire.
31 mai—au 8 juin

Avantages Spéciaux

OFFERTS aux acheteurs, des Pianos Steinway, Knab, Westermayer et Piersl. Prix modérés, et conditions faciles. Location de seconde main à $20, $25, $30, $40, $150, et $225, tous en parfait état, solides, payables mensuellement et à meilleur marché pour du comptant. Accords et réparations de pianos à des prix très raisonnables.

LOUIS GRUNEWALD,
Marchand de Pianos, Grunewald Hall, 18 rue Baronne. 31mai—Dim. Mer 7 Sam. PP

Une Tête Parlante.

SPECTACLE choisi pour les dames et les enfants, commençant le 1er juin, au No. 167 de la rue du Canal, près Dauphine.

Cette tête parlera plusieurs langues dans lesquelles elle peut être interrogée.

Les portes seront ouvertes tous les soirs de 8 heures à 10 heures.

Prix d'entrée pour les grandes personnes, 25 cents; pour les enfants, 10 cents.

Matinée le samedi. 31mai—dim.mar.jeu

Interrogé ensuite à propos des entrevues des monarques à Berlin, M. le comte Andrassy a répondu :

—Si des alliances dirigées contre une puissance quelconque n'ont pas été signées à un moment où trois puissances étaient représentées, il est plair que cela a pu se faire moins encore, alors que deux puissances seulement se concertaient."

—Une nombreuse réunion des anciens préfets de l'Empire a eu lieu chez M. Rouher.

Cette réunion avait pour but de dresser des listes de candidats pour tous les départements aux élections prochaines—et d'organiser dès aujourd'hui des comités électoraux.

Tous les personnages présents auraient émis l'opinion que la situation actuelle ne pouvait guère se prolonger au-delà de l'automne.

M. Rohlfs, le célèbre voyageur anglais, a réuni l'enthousiasme une nouvelle expédition dans les déserts de la Lybie.

29

Important pour les personnes sensibles.

—Les personnes qui ont le cerveau actif et l'organisation délicate ne devraient jamais se soumettre aux purgatifs violents ni à aucun autre traitement calculé pour engendrer la faiblesse. Les saignées, les tisanes, les clistes, et les ravages d'intestins, sont des remèdes connus en tout cas, mais ils sont la mort presque certaine pour les personnes sensibles et fragiles. Ce qu'il faut à ces personnes, ce sont des stimulants, et les meilleurs stimulants qu'elles puissent prendre ce sont, le amers! Cundurango de Hostetter. Donnez des purgatifs aux personnes nerveuses, affaiblies, infirmes, sanguines, c'est tirer des bordées contre un navire qui coule. Des milliers de gens attaqués de dyspepsie sont tués chaque année par des médecines qui eappui les forces physiques et constitutionnelles, les quelles forces, si elles étaient remontées par ce puissant tonique végétal seraient bientôt plus puissantes que le mal. Il est vrai que les boyaux demandent à être relevés et réglés et le tout contrôlé, aussi bien que l'estomac et le système demandent à être fortifiés, et rappelons-vous que les Amers de Hostetter accomplissent tous ces objets avec sûreté et sans violence.

Le Cincinnati Beer Saloon, 32 rue Royale est le modèle des salons de rafraîchissements. La grande salle est ornée d'une fontaine qui y entretient une fraîcheur agréable, et les consommateurs peuvent en outre, quand il leur plaît, se réfugier sous les ombrages du délicieux jardin qui fait partie de l'établissement.

Succès basé sur le mérite.

Les droguistes—qu'ils vendent en gros ou en détail—disent généralement qu'aucun des remèdes offerts au public américain a jamais, en si peu de temps, trouvé autant d'acheteurs que le Golden Medical Discovery du Dr. Pierce. On ne saurait prétendre que cette popularité soit due à une publicité plus grande que celle qui a été donnée à d'autres médicaments, car tel n'est pas le cas. L'explication du succès dont nous parlons se trouve dans les merveilleuses guérisons opérées par le Medical Discovery dans des cas de bronchites, de maux de gorge et d'affections pulmonaires ; ajoutons que la science n'a encore rien inventé de semblable pour purifier le sang—propriété qui en font un remède souverain dans les maladies de foie et celles qui proviennent du sang, telles que scrofules et maladies de la peau.

Le Medical Discovery non seulement réalise les espérances des personnes qui y ont recours, mais les surpasse de beaucoup. Ceux qui lui sont redevables de leur guérison sont des annonces *vivantes*. Aussi n'est-il pas étonnant que le pharmacien qui tient à plaire à sa clientèle ait toujours à leur disposition une grande quantité de ce précieux remède.

Jeasp, Iowa, 5 mai 1873.

Au Dr. R. V. Pierce.

Cher monsieur—Nous vous annonçons avec plaisir que vos remèdes se sont vendus infiniment mieux que nous le pensions. Nous les considérons comme les meilleurs qu'il y ait. Tout le monde en fait l'éloge.

2juin—6f v&c R. L. SMITH & Co.

Décédé hier, 2 juin, à 3 heures et demie de l'après-midi, Mademoiselle EMMA DAUSSIN, âgée de quinze ans, née à Cambra (France). Ses restes devant être transportés à Madisonville, l'autre bord du lac, la bénédiction du corps aura lieu à la maison mortuaire, No 95 rue St. Louis, aujourd'hui, mercredi, à huit heures du matin. Les amis et connaissances sont priés d'assister à cette triste cérémonie.

Décédée hier, 2 juin 1874, dame veuve ADÉLARD BLONDEAU née Léonide Jourdain. Les amis et connaissances des familles Blondeau, Jourdain et de La Villebeuvre sont priés d'assister à son enterrement qui aura lieu ce matin à 10 heures précises. Le convoi partira de sa résidence, rue Bourbon, No. 86, entre les rues St. Louis et Conti.

Avis aux passagers.—Ligne de paquebots de la Nle-Orléans à Liverpool.—Le beau steamer espagnol PELAYO, capt. Puelles, partira de notre wharf, poteau 23 rue district, pour Liverpool, dimanche prochain, le 7 courant, à 6 heures précises du matin. Les passagers peuvent entrer à bord la veille du départ. Il reste encore quelques cabines, non prises, et les personnes qui désirent se rendre en Europe sont invitées à s'adresser sans délai. F. INGATE, agent.
31juin—2f 14 rue de l'Union.

Grande réduction de prix

AU MAGASIN DE

B. SEMBRE,

Coin St. Louis et Royale.

Articles pour hommes.

Reçu par le steamer St-Louis, un choix splendide de CHEMISES FRANÇAISES, de la célèbre maison Heyme de Paris.

Chemises Toile et devant toile
Chemises Cuivre en toile devant
Chemises haute montante, application fantaisie
Devante de chemises brodée et nuie
Caleçons, Gilets de Peau
Cols, Manchettes, Chaussettes
Cravates, Cannes et Parapluies, etc.

Articles pour dames à prix cabinet.

Corsets français, Corsets français
Vraies Guipures noires
Eventails, Bijouterie, Jais, Ganterie

Stock complet de Mercerie
Spécialité d'Ombrelles, En tout cas
Rabais de mar. etc., etc.

Articles de saison.

Hamacs Mexicains, Costumes de bains, voitures pour enfants.

Note :—L'annonce ci-dessus est sérieuse, nous prions simplement le public de venir s'assurer de la modicité de nos prix.
3mai—Im. mar. j. d.—PP.

AU PUBLIC.

Nouvelle-Orléans, 2 Juin 1874.—Le soussigné certifie qu'il était porteur de 1/4 du billet combinaison Nos 51, 59, 69, classe 129 de la Loterie de l'Etat de la Louisiane—billet qui a gagné le premier gros lot de Six Mille Piastres, lundi, 1er Juin 1874. Le dit quart avait coûté vingt-cinq cents au bureau de J. J. Libano, No 85 de la rue Royale, près Conti. Le montant en a été immédiatement payé sur présentation au bureau de la compagnie.

ALCIDE BEAUREGARD,
3juin—1f—PP Au No. 160 de la rue Bienville

Sociedad Hispano Filipina de Beneficencia.

CELEBRACIÓN DE ANIVERSARIO.—Los oficiales y miembros de la dicha se reunirán en el Templo de Masonico, en la calle de Bourbon, esquina de San Bernardo, para celebrar el 4° aniversario de dicha sociedad. Se ruega puntualidad a sus miembros de asistir a tan respectable ceremonia.

Por orden del Presidente,
7juin—2f D. J. VILLARESA, Secretario

Avis important.—JEUDI prochain 4 juin à 7 heures et demie précises du soir, il sera tenu une RÉUNION GÉNÉRALE des membres de la **Société de Bienfaisance des Boucheurs**, à la salle ordinaire, rue Poydras No. 30. Le but de cette réunion est l'adoption de la Constitution nouvelle, et aussi la communication du rapport du commissaire. La plus grande ponctualité est requise.

Par ordre du Président
LOUIS GRÉGOIRE, Secrétaire.
3juin—2f M.M.J.

Chicasaw Sulphur Mining Co.—Une assemblée des actionnaires aura lieu AUJOURD'HUI, 3 sept heures du soir, aux bureaux de la compagnie, No. 3 1/2 de la rue Carondelet.

V. A. BÉLAUNÉ,
2juin— Secrétaire.

Argent perdu

UN employé qui l'a que son salaire pour vivre a perdu, samedi, en quittant son bureau, un billet de cinquante piastres en billets dans le trajet de l'encoignure Douane et Royale, par la rue Douane et la rue Bourbon jusqu'à la rue Dauphine ou il entre. Une récompense de dix piastres sera donnée à la personne qui rapportera la somme au bureau de l'Abeille.
2juin—3f

Bureaux de la Compagnie de Levées de la Louisiane—No 22 rue Carondelet.—Nouvelle-Orléans 31 mai 1874.—Des propositions pour Rues Bourbon et Rue Conti, pour l'exécution d'autres travaux seront reçues, par cette compagnie, jusqu'au LUNDI, 4 juin prochain, à midi.

Les personnes qui désirent faire des contrats sont priées de s'adresser à la compagnie, qui donnera tous les renseignements nécessaires au sujets du calcul des charges et des conditions.

(Signé) H. DENEGRE, Président.
(Signé) THOS. I. DIX, Secrétaire.
31 mai—au 8 juin

Avantages Spéciaux

OFFERTS aux acheteurs, des Pianos Steinway, Knab, Westermayer et Piersl. Prix modérés, et conditions faciles. Location de seconde main à $20, $25, $30, $40, $150, et $225, tous en parfait état, solides, payables mensuellement et à meilleur marché pour du comptant. Accords et réparations de pianos à des prix très raisonnables.

LOUIS GRUNEWALD,
Marchand de Pianos, Grunewald Hall, 18 rue Baronne. 31mai—Dim. Mer 7 Sam. PP

Une Tête Parlante.

SPECTACLE choisi pour les dames et les enfants, commençant le 1er juin, au No. 167 de la rue du Canal, près Dauphine.

Cette tête parlera plusieurs langues dans lesquelles elle peut être interrogée.

Les portes seront ouvertes tous les soirs de 8 heures à 10 heures.

Prix d'entrée pour les grandes personnes, 25 cents; pour les enfants, 10 cents.

Matinée le samedi. 31mai—dim.mar.jeu

Liquidation Positive.

P. MALLARD,

55 Rue Royale.

DÉSIRANT faire aux affaires pour cause de santé et devant terminer sa liquidation pour le 31 Décembre 1874, offre à sa nombreuse clientelle et au public en général son beau stock de meubles riche et ordinaire, ainsi que son riche assortiment de Glaces, de Bronzes, Pendules, Porcelaines, Cristaux et Articles de Fantaisie, Corniches, Rideaux, Etoffes pour meubles, Moleries et Stores et Papier peints, le tout au dessous des prix de fabrique ou d'importation.

Les fabricants de meubles et tapissier trouveront un beau choix d'articles tels que Vernis anglais, américain, et poli français, bois et placage de toutes sortes, lets que Pallisandre, Bois de Rose, Grenadier, Acajou, Noyer, Circonsier, etc. Quincaillerie pour meubles, presses et outillage, établis et machine à mouture.

21 mai—3m MVD.—PP

Avis important aux contribuables et aux personnes qui paient licences.

Bureau du Percepteur des taxes d'Etat 2ème District, au No 201, de la rue du Canal, Nlle-Orléans, Lpc.

TOUTES les taxes d'Etat de l'année 1871 sont actuellement entre les mains du shérif et doivent être payées immédiatement si l'on désire éviter les saisies et les ventes. Tous les comptes de licences et de taxes sur capital sont déposés au bureau du shérif. Les taxes de 1872, maintenant dues, et les taxes de 1873 sur les propriétés foncières, payables en 1874, doivent être payées sur le champ aux bureaux de perception et l'on veut éviter les saisies et les ventes, en vertu de la loi 47, relativement à la perception des taxes.

30mai—30f. H. HARRIS, Percepteur.

Important Notice to Tax and License payers.

Office State Tax Collector 2d District, No. 201 Canal Street, New Orleans, La.

ALL State taxes for the year 1871, are now in the hands of the sheriff, and must be paid immediately to save seizure and sale. All capital taxes, and License, for the present year, may be found at the Sheriff's office. The taxes for the year 1872, now delinquent, and the taxes for 1873 on Real Estate, payable in 1874 must be paid at this office immediately to save seizure and sale, under act 47, for the collection of the same.

H. H. HARRIS,
may 30—30f. Collector.

Avis aux contribuables.

Département des finances.

Hôtel de Ville—Nouvelle-Orléans, 15 mai 1874.

LES comptes de la taxe de la ville de 1874 ayant été préparés et la taxe fixée à deux et demi pour cent conformément à une loi adoptée à la dernière session de la Législature, les contribuables sont requis de venir solder les montants de ces comptes, au comptant, ainsi que l'exige la loi.

Les contribuables n'ont qu'un temps limité pour payer leurs taxes, attendu que tous les comptes qui n'auront pas été payés avant le 15 juin prochain, seront remis entre les mains de la ville, lequel les percevra le plus tôt possible, et les contribuables devront payer les frais et les pénalités déterminés par la loi.

Il est conséquemment de leur intérêt de s'acquitter immédiatement.

LOUIS SCHNEIDER,
17mai—1m Administrateur des Finances.

AVIS AUX CONTRIBUABLES.

TAXES DE VILLE ET D'ETAT

pour l'année écoulée sont payées aux taux les plus bas possibles, par

BARNETT & CAMMACK,
Couriers,
Au No 12 de la rue Carondelet.

AUX

Contribuables et aux propriétaires.

JE me charge de faire opérer le paiement des TAXES ARRIÉRÉES DE VIL